

Multipliée par 1,8 depuis 1980, la dépense intérieure d'éducation représente 6,8 % du PIB en 2006, soit :

- 121,4 milliards d'euros,
- 7 160 euros par élève ou étudiant,
- 1 920 euros par habitant.

En 2006, la dépense intérieure d'éducation (DIE) atteint 121,4 milliards d'euros, soit 6,8 % de la richesse nationale (PIB). Pour l'éducation, la collectivité nationale, tous financeurs confondus, réalise un important effort financier à hauteur de 1 920 euros par habitant, ou 7 160 euros par élève ou étudiant.

Les comparaisons internationales rapportent aux PIB nationaux les dépenses consacrées à la seule formation initiale (hors formation continue). La France se situe toujours, avec une part de 6,1 % en 2004, au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE (5,8 %), en deçà des États-Unis et de la Suède mais nettement au-dessus de l'Espagne, de l'Italie ou du Japon.

Entre 1980 et 2006, la dépense d'éducation a crû plus rapidement que la richesse nationale (2,4 % par an en moyenne contre 2,2 %), mais sa part dans le PIB a fluctué. Dans les années 1980, elle passe de 6,4 % à 6,8 % en 1982 pour revenir à 6,4 % en 1989. Ces années correspondent à la mise en place des lois de décentralisation : les crédits d'investissement de l'État sont transférés aux départements et aux régions qui ne mettront en œuvre d'importants travaux de reconstruction et de rénovation des lycées et collèges qu'à partir de 1989. Après 1989, la part de la DIE dans le PIB augmente très fortement pour atteindre 7,6 % de 1993 à 1997, progression due notamment à l'effort important des collectivités territoriales ainsi qu'à la revalorisation de la rémunération des personnels enseignants. De 1998 à 2006, le PIB a en revanche progressé de 18,7 % contre seulement 7,2 % pour la DIE, dont la part dans la richesse nationale décroît donc régulièrement, pour revenir à 6,8 % en 2006.

La croissance de la DIE s'explique moins par l'accroissement du nombre d'élèves que par celui du coût de chaque élève, qui, tous niveaux confondus, augmente sur la période 1980-2006 de 2,1 % par an en prix constants. De multiples facteurs expliquent cette hausse : poids croissant des enseignements du second degré et du supérieur, amélioration de l'encadrement dans le premier degré, revalorisation du statut des enseignants.

Si les dépenses moyennes par élève des premier et second degrés ont crû dans des proportions importantes (respectivement de 79 % et 61 %), la dépense moyenne par étudiant du supérieur n'a augmenté que de 33 %, la forte hausse des effectifs jusqu'en 1996, puis après 2000 ayant absorbé la plus grande part de l'augmentation des crédits consacrés à l'enseignement supérieur.

Trois quarts des dépenses sont des dépenses de personnel, essentiellement prises en charge par l'État, qui participe de manière prépondérante au financement de la DIE, à hauteur de 63 % en 2006, dont 55,9 % pour le ministère de l'Éducation nationale. Les collectivités territoriales assurent 20,6 % du financement total initial. Leur part s'est accrue dans le second degré, le supérieur et la formation continue, suite aux transferts de charge de l'État. Les ménages, quant à eux, participent à hauteur de 8 %.

La dépense intérieure d'éducation représente toutes les dépenses effectuées par l'ensemble des agents économiques, administrations publiques centrales et locales, entreprises et ménages, pour les activités d'éducation : activités d'enseignement scolaire et extrascolaire de tous niveaux, activités visant à organiser le système éducatif (administration générale, orientation, documentation pédagogique et recherche sur l'éducation), activités destinées à favoriser la fréquentation scolaire (cantines et internats, médecine scolaire, transports) et les dépenses demandées par les institutions (fournitures, livres, habillement). Cette dépense est évaluée chaque année par le compte de l'éducation, compte satellite de la Comptabilité nationale. Celui-ci a fait l'objet d'une rénovation ; trois changements importants ont été apportés.

*- intégration des DOM
- nouvelle évaluation des charges sociales rattachées aux rémunérations des personnels
- réévaluation des dépenses des ménages. Cette rénovation a d'abord porté sur la période 1999-2003, puis a fait l'objet d'une rétopolation jusqu'en 1975 de la seule dépense intérieure d'éducation. Les coûts unitaires (pour lesquels les séries présentent donc une rupture en 1999) n'ont pas fait pour l'instant l'objet d'une telle rétopolation.*

Les montants des dépenses de la dernière année sont provisoires.

Financement initial : *financement avant prise en compte des transferts existant entre les différents agents économiques. C'est donc ce qui est à la charge effective de chacun des agents.*

Financement final : *notion qui permet d'étudier la relation entre le dernier financeur et, soit le producteur, soit l'activité d'éducation.*

Source : MEN-MESR-DEPP

Pour les comparaisons internationales : OCDE

Champ : métropole + DOM, ensemble

01 La dépense pour l'éducation

métropole + DOM

	1980	1990	2000	2005	2006
Dépense Intérieure d'Éducation*					
aux prix courants (en milliards d'euros)	28,5	68,0	105,4	117,7	121,4
aux prix 2006 (en milliards d'euros)	66,0	87,8	118,5	120,4	121,4
DIE/PIB	6,4 %	6,6 %	7,3 %	6,9 %	6,8 %
DIE/habitant aux prix 2006 (en euros)	1 220	1 510	1 950	1 920	1 920
Dépense moyenne par élève* :					
aux prix courants (en euros)	1 760	4 030	6 230	6 950	7 160
aux prix 2006 (en euros)	4 080	5 200	7 010	7 110	7 160
Structure du financement initial (en %) **					
État	69,1	63,6	64,6	63,0	63,0
<i>dont MEN</i>	<i>60,9</i>	<i>56,5</i>	<i>57,1</i>	<i>55,8</i>	<i>55,9</i>
Collectivités territoriales	14,2	18,5	19,9	20,5	20,6
Autres administrations publiques et CAF	0,4	0,7	2,1	2,1	2,0
Entreprises	5,5	5,9	5,4	6,4	6,4
Ménages	10,8	11,2	8,0	8,0	8,0

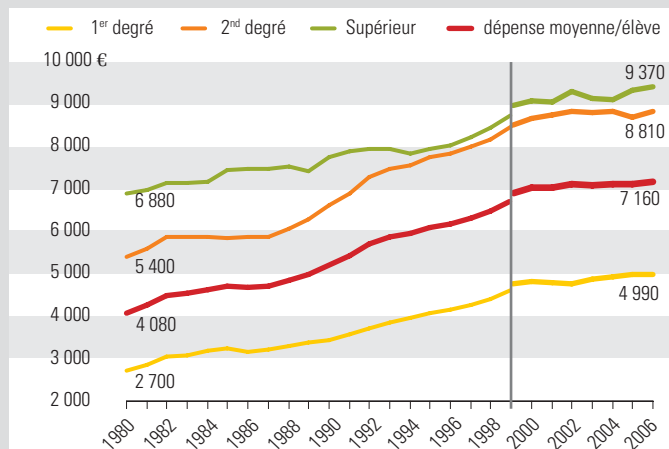
(*) La réévaluation de la DIE (voir méthodologie ci-contre) s'applique à l'ensemble de la période 1980-2006.

Les dépenses moyennes par élève n'ont été recalculées qu'à partir de 1999.

(**) Financement initial : voir méthodologie ci-contre.

Source : MEN-MESR-DEPP

03 Évolution de la dépense moyenne* par élève aux prix 2006 (1980-2006)

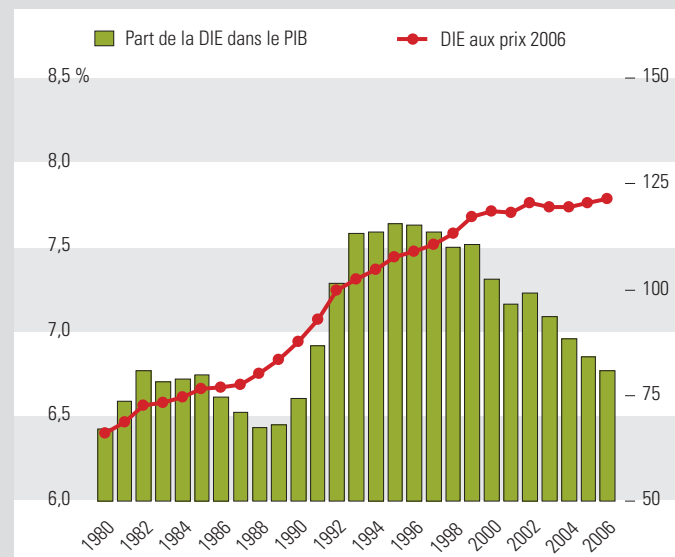


* En 1999 il y a une rupture de série due à la rénovation du compte (changement de périmètre – métropole + DOM –, revalorisation des charges sociales rattachées, des dépenses des ménages notamment).

Source : MEN-MESR-DEPP

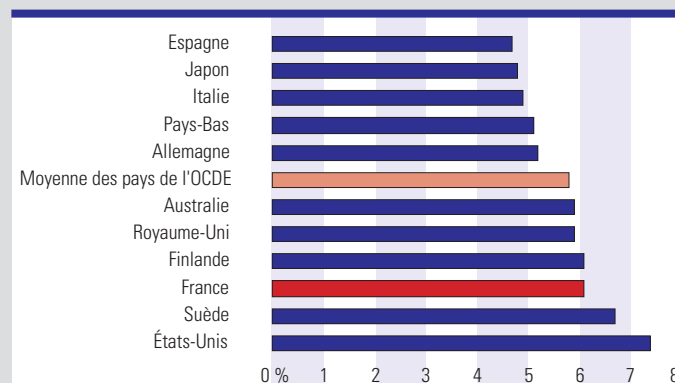
02 Évolution de la dépense intérieure d'éducation (DIE) et de sa part dans le PIB (1980-2006)

en milliards d'euros



Source : MEN-MESR-DEPP

Dépense d'éducation (formation initiale) par rapport au PIB (2004)



Source : OCDE, édition 2007 de Regards sur l'éducation